

UKRAINE : QUI MENT, ET POURQUOI ?

Camille Galic

Dans un rapport explosif, Amnesty démontre en effet, exemples à l'appui, que les forces de Kiev mettent en danger leurs concitoyens en « établissant des bases et en utilisant des systèmes d'armement dans des zones résidentielles habitées, notamment des écoles et des hôpitaux ». Plus grave, elles lancent à dessein des attaques depuis des zones civiles habitées, sans « prendre toutes les précautions possibles pour protéger la population », qui se retrouve ainsi en butte aux représailles russes. Autant de « tactiques de combat [qui] violent le droit international humanitaire et mettent gravement en danger la population civile, car elles transforment des biens de caractère civil en cibles militaires », regrette Amnesty qui a donc aussitôt été accusée par Volodymyr Zelensky de reprendre les allégations de Poutine sur l'utilisation par Kiev de civils innocents comme boucliers humains et, par-là, de « tenter d'amnistier l'État terroriste russe ». Reproche repris par Dmytro Kouleba, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, qui a stigmatisé « ce faux équilibre entre l'opresseur et la victime, entre le pays qui détruit des centaines et des milliers de civils, de villes, de territoires, et le pays qui se défend désespérément ».

Ainsi mise au pilori de la Conscience universelle, *Amnesty International* a dit comprendre « le désarroi et la colère » suscités par son rapport mais précisé en « maintenir pleinement » la teneur, « fondée sur des preuves obtenues lors d'investigations de grande ampleur soumises à des normes rigoureuses ». « Le fait de se trouver dans une position de défense ne dispense pas l'armée ukrainienne de respecter le droit international humanitaire », a déclaré sa secrétaire générale Agnès Callamard en rappelant que sa priorité, « dans ce conflit comme dans tout autre, est de veiller à ce que les civils soient protégés ». Ce qui n'aurait été le cas ni à Boutcha, ni à Marioupol ni à Kherson, « villes martyres » mises en avant par Zelensky.

Si Amnesty répercute la propagande russe, faut-il croire la propagande ukrainienne ? Selon Kiev, la Russie aurait déploré 42 200 morts et jusqu'à 117 000 blessés depuis le début l'invasion de sa voisine le 24 février, alors que l'Ukraine n'aurait quant à elle perdu que 10 000 combattants, 30 000 autres étant blessés — ponctions effroyables pour des pays où sévit la

« peste blanche » de la dénatalité et de nature à réjouir tous les ennemis du monde blanc, forts de leur démographie exponentielle. Toutefois, les chiffres ne sont-ils pas démesurément accrus pour un camp et minimisés pour l'autre ? Car, héritage de neuf décennies de cohabitation, l'intox, domaine dans lequel l'URSS était (et reste) maître, est aussi communément pratiquée par l'Ukraine. Laquelle, si elle était en panne de *fake news*, peut également compter sur « la désinformation pratiquée par le temple atlantiste » dont, estime le gaulliste Henri Guaino, « le jeu dangereux pourrait nous faire basculer dans un conflit généralisé ».

Le doute subsiste ainsi sur le bombardement ayant fait le 29 juillet 53 morts dans la prison de Yelenovka (République de Donetsk) où les Russes détiennent de nombreux prisonniers de guerre ukrainiens, y compris des combattants du bataillon Azov qui s'étaient retranchés à Azovstal. Quel intérêt les Russes auraient-ils eu à perpétrer cette frappe, dont les Ukrainiens, suivis par tous les media occidentaux malgré le démenti formel apporté par Moscou, leur imputent l'entière responsabilité ? Et pourquoi bombarderaient-ils la centrale nucléaire de Zaporijjia dont ils s'étaient emparés d'emblée, alors que Kiev les accuse de vouloir relier cette centrale à la Crimée ?

Le « grenier à blé » bradé aux multinationales US...

Même flou sur la destination des cargos de céréales ukrainiennes à destination des masses affamées d'Afrique et dont le départ avait été négocié entre Kiev et Moscou sous la houlette du Turc Erdogan — auquel la crise actuelle a donné une stature et une influence auxquelles il n'aurait jamais rêvé d'accéder. Premier à quitter Odessa le 1^{er} août, avec 26.000 tonnes de maïs à son bord, le Razoni devait accoster le 5 août au Liban. Mais il est retenu dans le port turc de Merzin, sur l'Egée, et sa cargaison pourrait échoir à un acquéreur turc. Huit autres bateaux ont quitté les ports ukrainiens, l'un voguant également vers la Turquie et les autres vers la Chine, l'Italie, la Croatie, la Grande-Bretagne et l'Irlande. Quid des Africains pour lesquels Zelensky réclamait justice, et pitance ?

Il est vrai qu'il n'est pas maître de la production agricole nationale, puisque, comme l'écrivait récemment le site spécialisé Ritimi, « dans le pays connu comme le “grenier à blé de l'Europe”, l'agriculture est dominée par des oligarchies et des multinationales depuis la privatisation des terres publiques qui a suivi l'effondrement de l'Union Soviétique en 1991. Ces 30 dernières années, aucun gouvernement n'a réussi à remettre en question

cet ordre établi » qui a abouti en 2021, à la suite de la loi 552-IX, à l'accaparement de plus du quart des terres arables par des multinationales en majorité américaines comme Monsanto, UkrLandFarming, NCH Capital, MHP et Astarta.

Imposée par la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD, fondée en 1990 par François Mitterrand à l'initiative de notre vieil ami Jacques Attali qui en fut le premier président avant d'être poussé vers la sortie en raison de ses extravagances financières), la loi 552-IX fut l'un des premiers textes promulgués par Zelensky après son accession à la présidence. Accession grandement facilitée par son « inventeur », le richissime oligarque Ihor Kolomoïsky (« 3e fortune d'Ukraine et 613e fortune mondiale selon Forbes qui l'évalue à 2,4 milliards de dollars — le *Korrespondent* donne 6,3 milliards ») dont, dans son n°568, la lettre confidentielle *Faits & documents* (site internet : faitsetdocuments.com) brosse un portrait aussi fouillé et documenté qu'inquiétant. Kolomoïsky, « surnommé Bénya, en référence à Bénya Krik, le parrain de la pègre juive des Récits d'Odessa d'Isaac Babel », n'est-il pas le partenaire en affaires (louches) de Hunter Biden, le très encombrant fils du président états-unien, qui a lui-même promu « héros du monde libre » son homologue ukrainien ?

Et nos *Caesar* offerts

Et flou encore sur le sort des 18 canons *Caesar* (coût : 5 millions l'unité) généreusement offerts par la France à Kiev. Une seule chose est sûre, la Grande muette ainsi dépouillée de près du quart de son parc de systèmes d'artillerie *Caesar* ayant multiplié les protestations, le nouveau ministre des Armées Sébastien Lecornu a annoncé fin juillet qu'« une enveloppe de 85 millions d'euros va nous permettre de faire cette reconstitution [sic], l'idée étant de ne pas abîmer les plans d'entraînement et de formation de nos artilleurs ». Une commande de 18 nouveaux canons *Caesar* en remplacement de ceux donnés à l'Ukraine a donc été passée au constructeur Nexter qui a promis de les livrer « au plus tard à l'été 2024 ». Espérons que notre armée de terre n'en aura pas besoin d'ici là. Et qu'Emmanuel Macron va borner là ses largesses car l'Ukraine nous a déjà coûté assez cher.

Le prix des sanctions pour les entreprises du CAC 40 : 16 milliards d'euros perdus en 3 mois

Mais ce n'est qu'un début. En perte de marchés et onéreuses « retraites de Russie » (voir mon papier du 4 août, *Des sanctions contre Moscou ou contre nous ?*), l'embargo prononcé contre la Russie par la Commission européenne, mais non entériné par l'ONU et donc juridiquement invalide, a déjà handicapé l'Europe en général et, merci Macron, la France en particulier. Sans dommages particulier pour le Kremlin quoi qu'en dise notre ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna selon laquelle « ces sanctions affectent fortement l'économie russe et vont avoir un impact croissant, puisque la réduction de notre dépendance aux hydrocarbures russes et possiblement au gaz compliquera très fortement la poursuite de l'effort de guerre de la Russie ».

Or, si l'on en croit l'économiste Béatrice Parrino (cf. *Le Point*, pourtant très antipoutinien du 9/8), la présentation des comptes des entreprises du CAC-40 pour le premier semestre 2022 montre que, pour seize d'entre elles, « leur retrait de Russie aurait coûté près de 16 milliards ». Si Renault et la Société Générale, qui ont dû abandonner leurs actifs en Russie, comme nous l'exposons le 4 août, sont les plus touchées, « d'autres groupes français accusent le coup. Air Liquide a déclaré que la perte liée à son retrait du marché russe pourrait peser sur ses comptes, près de 3 milliards pour l'année 2022 ; au premier semestre, l'entreprise encaisse déjà un contrecoup de 1 milliard. Le spécialiste des pneus Michelin creuse ses comptes de 202 millions, le leader mondial des solutions numériques d'énergie Schneider Electric de 173 millions ou encore le géant de l'eau Veolia de 80 millions ».

Du côté des énergéticiens, bien qu'ils aient dégagé des profits record, même déficit : « Sans surprise, TotalEnergies est la société à subir le plus fort impact [de l'embargo], à plus de 7,3 milliards d'euros, liés à un projet gazier en Arctique (Arctic LNG 2) et à sa participation dans le numéro deux du gaz naturel en Russie, Novatek. (...) Quant à Engie, elle connaît le même sort que TotalEnergies. L'entreprise assure être touchée à hauteur de 1 milliard. L'entreprise a révisé à la baisse (de 259 millions) la valorisation de sa participation dans le gazoduc Nord Stream 1, reliant la Russie à l'Allemagne, via la mer Baltique ; à la lecture de ses documents financiers, elle semble avoir dit adieu également au remboursement d'un prêt de 987 millions consenti afin de financer le gazoduc Nord Stream 2, devant augmenter les capacités d'importation de l'UE en provenance de Russie et enlisé après la décision de sanctions par les États-Unis. »

Source : Site Polemia.